

DE LA CRISE DE L'EUROPE À UN NOUVEL ESPOIR EUROPÉEN

LE TEMPS DE LA REFONDATION

Manifeste du Parti démocrate européen

L'idée d'Europe, dont nous sommes les promoteurs et les défenseurs, est fragilisée aux yeux des peuples et attaquée par des forces politiques puissantes.

Pourtant, en tant que pays, en tant que nations, en tant que territoires, en tant que citoyens, l'union de l'Europe est le seul chemin que nous pouvons suivre vers une authentique liberté et une authentique souveraineté. Sans une Europe organisée, volontaire et démocratisée, nous subirions les évolutions du monde et nous n'aurions aucune prise sur elles.

Il nous faut donc défendre l'Union européenne. Mais pour la défendre nous devons la changer.

Nous sommes conscients des raisons de la désaffection qui la frappe pour les corriger et pour les dépasser. La crise économique et financière que connaissent à des degrés divers les pays de l'Union européenne depuis 2008 a donné le sentiment aux citoyens que l'Europe ne savait malheureusement pas y apporter de réponse juste et durable. La succession de Conseils européens inefficaces a brisé dans les peuples l'idée déjà vacillante d'une Europe qui prend les décisions adéquates.

À l'inverse l'Europe doit parler d'une même voix, faire front aux défis qui l'attendent. La solidarité n'est pas seulement nécessaire dans la société d'aujourd'hui, elle est également indispensable afin que l'Union européenne de demain apporte la prospérité aux générations futures.

Réunis, nous pouvons agir ; séparés, nous sommes définitivement impuissants. Et si nous sommes impuissants, nous serons soumis et écrasés.

Nous regardons une Union européenne refondée comme un atout décisif pour les peuples d'Europe. Refondée, l'Union européenne se recentrera sur l'essentiel. Refondée, elle aura conscience de sa puissance sur la planète, qu'elle mettra au service d'un développement nouveau, équilibré et respectueux des générations à venir. Refondée, elle donnera une place effective aux citoyens au sein de ses institutions.

Le choix européen est un choix de souveraineté

L'Europe a d'abord été inventée pour mettre fin à deux siècles de guerres toujours plus atroces entre pays proches et voisins. C'est au nom des millions de morts du XX^e siècle que les fondateurs de l'Europe ont agi. Et la guerre a disparu de notre continent.

Les fondateurs se sont donné pour but la prospérité et le développement économique du continent par l'ouverture des frontières. Trois décennies de croissance ont été le fruit de leur action.

Grâce à l'Europe, il est apparu que la liberté de circulation des personnes et des biens sur le même continent et entre pays ayant les mêmes valeurs était un puissant facteur de développement.

La chute du système soviétique a largement été provoquée par la comparaison des niveaux de vie entre le modèle communiste et le libre modèle européen.

Au tournant du siècle, cependant, les turbulences de la globalisation ont progressivement atteint l'Europe entière.

Tous nos pays, de dimension moyenne ou petite à l'échelle des puissances continentales, ont été confrontés à des rapports de forces déséquilibrés : le pouvoir économique des chaînes industrielles multinationales, la croissance hors contrôle des puissances financières souvent invisibles et difficilement localisables, l'avènement de puissances politiques dont la population se compte en centaines de millions ou en milliards d'habitants, d'immenses mouvements de population, l'affrontement de modèles culturels ou politico-religieux, tout cela a ramené au centre des passions des peuples la question de la souveraineté.

La question de la souveraineté est la question politique par excellence : il est du droit des peuples de décider de leur propre destin, d'améliorer leur avenir au travers de leur libre décision, de changer ce qui apparaît comme une fatalité de l'Histoire.

Or nous affirmons que c'est tromper les peuples européens que de leur faire croire que, dans ce nouvel état du monde, ils peuvent exercer cette souveraineté dans la solitude d'un pays isolé.

Si l'on veut peser sur l'évolution du monde, il faut mutualiser les moyens et partager les décisions pour créer une souveraineté commune.

Il n'est aucun des sujets cruciaux de l'avenir qui puisse, autrement, être efficacement traité. Aucune régulation juste et pertinente des marchés financiers, aucune assurance devant les tempêtes spéculatives, aucune gestion crédible des défis énergétiques, environnementaux, climatiques, aucune résistance aux *dumpings* productifs, monétaires, sociaux, environnementaux, aucune gestion des dynamiques démographiques contradictoires, des migrations, de l'intégration : rien de ce qui fait le cadre de notre avenir ne peut être abordé ou réglé par des pays seuls, encore moins par des régions historiques, pas même par des puissances moyennes, dans un monde où il apparaît fatal que, d'ici vingt ans, aucun des États européens ne fasse plus partie à lui seul du groupe des huit économies majeures du monde.

La crise européenne est une crise de démocratie

Pourtant, et c'est l'inquiétant paradoxe européen, une part importante des citoyens et des peuples, au lieu de ressentir l'Union comme leur premier atout pour exercer leur souveraineté, la vivent au contraire comme une contrainte qui les prive de leurs droits.

C'est qu'il ne peut pas y avoir, au siècle de l'information, de souveraineté sans démocratie.

Un pouvoir qui ne s'ouvre pas aux citoyens, qui prend des décisions qu'il n'identifie pas et sur lesquelles ils ont le sentiment de ne pas pouvoir peser, est forcément mis en cause et rejeté.

Les institutions européennes sont si complexes, opaques et sophistiquées qu'elles sont incompréhensibles pour les citoyens, et parfois même pour ceux qui y participent. Les contestations puissantes dont elles sont l'objet entraînent une contestation de l'idée européenne elle-même.

La dérive technocratique est ainsi un puissant aliment pour les populismes.

La refondation européenne doit donc être conduite de manière à répondre à deux questions démocratiques :

- **Quels sont les buts effectifs de l'Union ?**
- **Quelle est la place effective des citoyens dans cette Union ?**

Quels sont les buts effectifs de l'Union ?

L'Union agit par délégation des États et des peuples qui se sont volontairement et durablement associés en son sein pour leur donner accès à des moyens, à une autorité et à une influence, qui serait hors de leur portée s'ils demeuraient isolés.

Le principe qui régit l'Union est donc le principe de subsidiarité, qui suppose que chacun puisse exercer et exerce effectivement la plénitude de ses responsabilités locales, régionales et nationales dans les domaines de sa compétence. Cela peut entraîner la rétrocession d'un certain nombre de compétences aux États ou aux régions.

Nous croyons que l'Europe doit se recentrer sur l'essentiel et cesser de réglementer à tout va sur une multitude de petits sujets de la vie quotidienne en embarrassant les citoyens et en rendant instable le champs dans lequel évoluent les entreprises.

1. L'essentiel, pour les pays et les citoyens qui en ont fait le choix, c'est **l'intégration politique de la zone euro**. L'existence d'une monnaie unique pour ces nations et pour ces peuples suppose une convergence budgétaire effective. Or il ne peut y avoir de convergence budgétaire sans autorité politique partagée. La question de la dette, nationale, mais dont les conséquences retentissent sur l'ensemble de la zone, doit ouvrir à une décision politique partagée. Véritable espace de solidarité, l'Union européenne ne peut laisser ses peuples s'entredéchirer et tourner le dos aux plus faibles. De même, l'existence d'une zone monétaire unique, si l'on veut éviter les déséquilibres dus à la concentration des activités dans les zones les plus compétitives, et la désertification ailleurs, exige une politique d'aménagement du territoire qui favorise et encourage la répartition harmonieuse de ces activités sur l'ensemble du territoire.
2. L'essentiel, pour les peuples et les citoyens, **c'est de renforcer et de restaurer, sur une large part du territoire européen, notre capacité de production**. Ce qui suppose soutien à la recherche, à l'innovation technologique, aux nouveaux procès de production, dans les nombreux domaines des

nouvelles attentes des consommateurs. Or une part importante de ces domaines ne peut s'envisager sans une stratégie européenne de reconquête. Du numérique aux biotechnologies, des nanosciences aux réseaux d'avenir, nous sommes concurrencés par des organisations puissantes avec lesquelles nous ne pouvons rivaliser qu'en nous unissant. La priorité économique de la zone euro doit être axée vers la création de valeur par les PME, les entrepreneurs, les artisans. À l'image du « Small Business Act » américain, établir des règles propres aux petites entreprises pour favoriser leur accès préférentiel au crédit, et aux marchés publics. Une **concurrence intelligente**, au service de la croissance et donc de tous, doit inciter et ne pas entraver la création de grands groupes européens capables de s'imposer dans l'économie mondiale. Cela doit être préféré à une règle absolue de concurrence qui préfère que s'affrontent au lieu de s'allier des groupes industriels au sein de l'Union. La mobilisation de l'épargne des ménages européens doit alimenter un fonds européen pour l'industrie afin de stimuler l'activité économique.

3. L'essentiel, c'est la **défense et la promotion du modèle social européen**, trop souvent déstabilisé par le déséquilibre entre les normes que, de manière justifiée, nous imposons à nos producteurs sur le sol européen et l'acceptation sur notre sol et sur nos marchés, au nom de la concurrence, de produits venus de régions du monde qui ne respectent aucune de ces normes. Cela provoque un sentiment compréhensible de révolte et de rejet chez nos concitoyens. Les principes de **réciprocité** et de clauses sociales et environnementales doivent donc progressivement devenir la clef de voute des accords de libre-échange et régir tous les domaines dans un véritable partenariat équilibré. L'essentiel, c'est de **réduire les inégalités régionales**. Il faut poursuivre les politiques des fonds structurels pour permettre la croissance des territoires défavorisés, tout en veillant à une utilisation efficace et effective de ces subventions.
4. L'essentiel, c'est une **stratégie pour l'autosuffisance et la sécurité énergétiques**, y compris par l'intégration des réseaux et la pleine coopération des approvisionnements. Nous proposons une communauté européenne de l'énergie fondée sur les principes suivants: la diversification d'un bouquet énergétique européen commun ainsi que des sources d'approvisionnement, un mécanisme d'assistance mutuelle en cas de pénurie d'énergie. Par ailleurs le retour prioritaire aux énergies fossiles est inenvisageable, il faut dès lors orienter nos politiques de recherche et de développement sur la production efficace d'énergies renouvelables tout en continuant les recherches visant à exploiter proprement des gisements actuels ou à venir.
5. L'essentiel, c'est la **défense de la planète et la lutte contre les déséquilibres climatiques**. La stratégie Green a été très ambitieuse dans les déclarations mais trop peu efficace dans ses résultats. Les nouveaux objectifs de réduction des émissions, recours aux renouvelables et de capacité énergétique au 2030 doivent être des piliers de la politique européenne d'innovation, d'emploi et de croissance durable, afin d'acquiescer un leadership mondial pour affronter la paralysie de l'après-Kyoto et promouvoir nos perspectives économiques.
6. L'essentiel, c'est la **politique étrangère et de sécurité européenne**, dans ce nouvel état du monde. C'est un impératif qui découle des nouvelles problématiques telles que les « cyber menaces » et le terrorisme. Une mise en commun des moyens opérationnels des forces armées des États membres est nécessaire, pour en finir avec le gaspillage et l'inefficacité. L'Europe a été trop absente des bouleversements mondiaux récents, elle doit parler d'une même voix sur la scène mondiale si elle

souhaite être entendue. Ainsi, son action extérieure doit être le facteur de promotion des valeurs intrinsèques de l'Europe que sont le respect des droits de l'Homme, la démocratie et l'équité dans le développement économique. L'Union doit conjointement renforcer sa politique de partenariat avec les pays du voisinage oriental. À cet égard les accords d'association signés avec la Géorgie et la Moldavie constituent un pas positif mais non suffisant. Nous souhaitons une Europe à trois cercles : au-delà des pays de la zone euro et de l'Union européenne *stricto sensu*, un « cercle d'intérêts partagés » avec des pays désireux de se rapprocher des standards européens en termes de droits de l'Homme, de démocratie et de pluralisme, d'économie sociale de marché et de niveau de vie.

7. L'essentiel c'est un **combat juste et efficace contre les drames nés de l'immigration illégale**. L'Europe doit se doter des moyens budgétaires, opérationnels et juridiques pour agir dans le cadre d'une politique commune d'asile et d'immigration, dont le principe est arrêté depuis 1999. La première urgence est de mettre en place un corps européen de garde-côtes chargés de surveiller les frontières maritimes de l'Union et de secourir et recueillir, en présence d'ONG, les bateaux en perdition dans la Méditerranée. L'Europe ne peut se penser comme une forteresse fermée au monde. Mais elle ne peut pas être non plus ouverte aux quatre vents, à la merci des trafiquants d'êtres humains. L'Europe a besoin d'une **politique de codéveloppement avec un partenariat gagnant-gagnant avec nos partenaires**, notamment avec l'Afrique : elle doit assumer une immigration régulée, en coopération avec et non au détriment des pays et les régions d'émigration.
8. L'essentiel, c'est **renforcer et réformer la Politique Agriculture Commune**. Maintenir la priorité donnée à l'autosuffisance alimentaire tout en favorisant l'émergence d'une agriculture respectueuse de l'environnement, soucieuse de la qualité, de la traçabilité et de la sécurité alimentaire des produits et de l'empreinte carbone capable d'exporter sans être subventionnée pour cela. La PAC doit défendre non seulement des productions, mais aussi les territoires menacés d'abandon et de détérioration hydrogéologique et le tissu des producteurs, des exploitations familiales viables dont nos sociétés a besoin pour conserver leur équilibre. Elle doit permettre que les productions agricoles soient payées à leur juste prix, que les agriculteurs puissent en vivre sans avoir besoin d'intervention extérieure des pouvoirs publics. Dans tous les cas, une distribution plus équilibrée de ces aides doit être la règle. Le maintien d'une PAC forte ne doit pas pour autant se faire au détriment du développement du reste de la planète.
9. L'essentiel, c'est de lutter contre **toutes les formes de discriminations**. Les écarts considérables, par exemple salariaux ou dans l'accès aux responsabilités, entre hommes et femmes doivent appartenir au passé. Ainsi l'Union européenne doit-elle soutenir des initiatives en faveur de l'égalité de rémunération et de responsabilité dans les entreprises. Et l'UE doit aussi combattre les discriminations de même que les violences liées à l'orientation sexuelle et les violences sexuelles sur les femmes dans tous leurs aspects.
10. L'essentiel, c'est de **promouvoir les diversités culturelles et linguistiques**, qui sont la richesse de notre continent, de notre histoire, de nos villes et territoires. Les actions de l'UE engagées dans les années 90 doivent être poursuivies et amplifiées. Il s'agit de contribuer à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun. Face à la puissance économique de ses concurrents extra-

européens, le secteur de la création doit être encouragé. Il importe ainsi que les États européens préservent leurs systèmes d'aides publiques au cinéma et à l'audiovisuel.

Un progrès démocratique décisif.

Le but à atteindre est l'association effective des citoyens à l'ensemble institutionnel européen et leur participation effective à la réflexion préalable aux décisions.

Le Parlement est le lieu démocratique des élus et la seule institution directement élue par les citoyens de l'Union pour les citoyens de l'Union ; son rôle doit donc être renforcé. Cela passe par un accroissement de ses pouvoirs législatifs, à commencer par le droit d'initiative dont il est aujourd'hui privé.

La Commission a une fonction de coordination et d'exécution. Sa fonction d'initiative doit s'exercer à la demande et dans le cadre fixé par le Parlement et par le Conseil. Son mode d'intervention doit être profondément révisé. Elle ne doit plus apparaître comme jugeant et sanctionnant à tout va, bien souvent dans la pleine méconnaissance des contextes nationaux et régionaux et avec des délais exagérément contreproductifs.

L'indication des candidats à la Présidence de la Commission à l'occasion des élections européennes peut donner lieu à une attention majeure des électeurs. Il faut ajouter de la clarté : nous proposons que coïncident dans une unique personnalité le Président du Conseil et le Président de la Commission. Nous aurions ainsi finalement, avec certitude, un leader de l'Europe, démocrate, représentatif et efficace.

Le Conseil européen est formé des responsables légitimes et reconnus de chacun des pays européens. Il faut enlever l'opacité à ses actes, en rendant la partie décisive de ses séances publiques et accessibles aux citoyens, dans une scène démocratique qui soit finalement lisible et claire. Entendre directement les chefs d'État et de gouvernement de l'Union confronter leurs visions et annoncer leurs engagements permettrait la compréhension et l'adhésion des citoyens.

Nous proposons qu'en dehors des périodes d'urgence, l'agenda des décisions de l'Union soit public, connu à l'avance des citoyens et des organisations politiques ou associatives qui les représentent.

Nous voulons une Europe juste, ouverte et dynamique. Admirée de par le monde pour sa culture et ses valeurs. Respectée pour son action politique.

Nous voulons réveiller les Européens parce que le rêve de l'Europe unie semble s'éloigner et que d'anciens cauchemars resurgissent.

Nous voulons que l'esprit qui a soufflé sur les Pères de l'Europe démocratique du XX^e siècle soit refondé par et pour les jeunes générations du XXI^e siècle.